Les indemnités des policiers burundais en mission de l'ONU seraient détournées

Deutsche Welle, 21.12.2015 Qui détient l'argent des policiers burundais en mission de maintien de la paix en RCA ? Par Domitille Kiramvu L'argent des policiers serait versé régulièrement sur les comptes de la banque centrale. Mais le ministre de la sécurité publique et la police restent silencieux sur cette affaire qui porte sur des milliers de dollars. La 1^{ère} division de la police burundaise, officiers, sous-officiers et hommes de rang confondus, au nombre de 280 hommes est arrivée (d'abarde) à Bangui, la capitale centrafricaine, le 17 juillet 2014.

A cette époque, ils étaient sous mandat de l'Union Africaine dans la mission pour le soutien de la Centrafrique (MISCA). Les policiers burundais y ont rejoint les militaires (burundais) de leur pays qui étaient déployés dans ce pays depuis la fin de l'année 2013. En date du 15 septembre 2014, les Nations Unies relèvent l'Union Africaine dans cette noble mission et celle-ci change de nom pour devenir la mission des Nations Unies pour le soutien de la Centrafrique dénommée MINUSCA (en sigle). En juillet 2015, le 1^{er} bataillon MINUSCA des militaires burundais est relevé par le 2^{ème} bataillon. Pour les policiers burundais, leur mission a été prorogée par souci du climat politico-sécuritaire. Selon des informations recueillies auprès de certains de ces policiers, depuis leur arrivée en République Centrafricaine, ils n'ont jamais perçu (aucun) un mois de leurs indemnités de la MINUSCA. Les mêmes informations rapportent que quand ils posent la question à leurs chefs hiérarchiques, la réponse est que « les Nations Unies n'ont pas encore mis à disposition (disponibilisé) leurs indemnités ». Une réponse qui dépasse l'entendement d'autant plus que les 1^{er} bataillon de la MINUSCA ont reçu presque la totalité de leurs indemnités. Pour ces policiers et leurs familles, (c'est une misère sans nom, dit plus haut) c'est la désolation totale car leurs projets sont voués à l'échec à cause du retard. L'autre fait inquiétant pour ces policiers et leurs familles, c'est la récente mesure du Ministre de la Sécurité publique Alain Guillaume Bunyoni de faire déménager leurs familles vivant dans les camps ou l'établissement policiers vers l'extérieur parmi la population civile avant la fin de l'année 2015. Ils pensent plutôt à leurs familles qui vont être laissées à elles-mêmes alors qu'ils sont en train de rendre honneur au Burundi dans cette mission de maintien de la paix. Nos sources indiquent que les policiers se disent également inquiets par le fait que leurs frères d'arme en provenance des autres Nations reçoivent régulièrement leurs indemnités. Cela provoque chez ces policiers un climat de désespoir parce qu'ils pensent que leurs indemnités seraient détournées vers d'autres attributions, soit par certains hauts gradés de la hiérarchie policière, soit par certains cadres de l'Etat en complicité avec les responsables de la Banque Centrale. Le Ministre de la Sécurité publique et la police burundaise restent silencieux sur cette question qui se compte en milliers de dollars américains. Ce problème de retard de paiement des indemnités concerne également les militaires burundais basés en Somalie dans le cadre de la mission de maintien de la paix de l'AMISOM.